



# **EURO-Lab**

**GIS** | Groupement d'intérêt scientifique

## **COMPTE-RENDU**

LES PREMIERES RENCONTRES DE L'EURO-LAB – 8 ET 9 JUILLET 2022  
UNIVERSITE PARIS 1 PANTHEON-SORBONNE, CENTRE LOURCINE

## Table des matières

<b>Séance plénière d'ouverture avec Paul Magnette</b>	<b>2</b>
<b>Groupes de travail : un résumé des discussions</b>	<b>3</b>
Groupe de travail 1 : Etat des lieux & nouveaux agendas de la recherche.	3
Groupe de Travail 2 « Blog de la recherche et contributions au débat public »	4
Groupe de Travail 3 : « Jeunes chercheurs »	5
Groupe de Travail 4 « Arts et Cultures »	6
Groupe de Travail 5 « Sources et données sur l'Europe »	7
Groupe de travail 6 « Usages de la recherche et contributions médiatiques »	8
<b>Résumé des tables-rondes</b>	<b>10</b>
Table-ronde n°1. L'enseignement de l'Union Européenne à l'université et dans les études secondaires	10
Table-ronde n°2. La recherche française sur l'Union Européenne vue d'ailleurs	11

## Séance plénière d'ouverture avec Paul Magnette

Après un mot d'accueil et d'ouverture par Fabienne Peraldi Leneuf, vice-présidente « Europe » de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et par Antoine Vauchez, directeur de l'Euro-Lab, un premier débat a été ouvert avec Paul Magnette, européeniste reconnu pour ses travaux sur la citoyenneté et la démocratie européennes comme pour ses fonctions comme directeur de l'Institut d'études européennes de l'Université libre de Bruxelles, en même temps que dirigeant politique de premier plan comme ancien ministre, actuellement maire de Charleroi et président du Parti socialiste belge. Le débat intitulé « Crise politique et nouveaux agendas de la recherche » était animé par Estelle Brosset (juriste), Hélène Michel (politiste), et Blaise Wilfert (historien) avec l'objectif d'engager un état des lieux intellectuels des études européennes au regard de leur capacité à décrire le moment européen actuel. Paul Magnette est reparti de la multiplicité des crises qu'a traversée l'Europe depuis 25 ans. Sous cet angle, l'Union européenne apparaît comme un régime politique étonnement solide sur le plan institutionnel bien que demeurant faible sur le plan de la légitimité. Invité à inscrire l'Union européenne dans une histoire continentale, il a ensuite situé l'Union européenne dans un processus d'intégration technique, économique et commercial au long cours tout en la resituant dans un ordre économique mondial contemporain où elle pèse peu – ce dont témoigne le désintérêt relatif des autres continents face à la guerre en Ukraine perçue comme une guerre européenne (à l'exception bien sûr de ses conséquences directes du problème d'approvisionnement. Au-delà de la nécessité de relativiser la vision euro-centrée et d'échapper à une forme de provincialisme, Paul Magnette insiste sur certains agendas de recherche possibles des études européennes. Celles-ci ont beaucoup décrit les dynamiques décisionnelles et institutionnelles mais ce dont le monde politique manque aujourd'hui, ce sont des études micro sur les dynamiques socio-politiques : en quoi l'objet européen déstructure-t-il ou restructure-t-il la politique telle que nous l'avons toujours connue ?

## Groupes de travail : un résumé des discussions

### Groupe de travail 1 : Etat des lieux & nouveaux agendas de la recherche.

*Animé par Didier Blanc et Cécile Leconte*

Cette première réunion du GT 1 a débuté par un tour de table permettant à l'ensemble des participant.e.s (plus d'une trentaine dont quatre en ligne) de se présenter, ce qui au regard de leur nombre a occupé une place importante de ce premier temps d'échanges. Un texte de présentation de chacun.e des membres avait été communiqué en amont, mais la présence importante de non-inscrit.e.s a rendu cet exercice nécessaire.

Trois grandes disciplines ont été représentées : science politique, histoire et droit. La première très majoritairement la science politique, ce qui s'explique probablement par l'intérêt des politistes pour l'objet du GT 1 et leur familiarité avec celui-ci, puis en part à peu près égale historien.ne.s et juristes publicistes. Dans ces conditions, le GT 1 doit notamment permettre de décloisonner les travaux respectifs au sein de chaque discipline et entre les disciplines.

Les premiers débats ont porté d'une part sur la perception commune du Livre Blanc et d'autre part sur le champ d'investigation du GT 1.

#### **1) Le Livre Blanc**

Le Livre Blanc doit posséder une double dimension, interne à usage académique et externe en direction de la gouvernance universitaire afin de renforcer la place des études européennes, toutes disciplines confondues dans les parcours universitaires (cette préoccupation fait écho à la Table ronde sur l'enseignement de l'Union européenne à l'université et dans les études secondaires). Il est également attendu que ce GT 1 soit l'occasion d'une meilleure circulation des savoirs produits en « études européennes » en direction des acteurs politiques, ainsi qu'en direction des acteurs « non-institutionnels » (représentants d'ONG, journalistes, etc.).

#### **2) Le champ d'investigation du Groupe de Travail 1**

La détermination du périmètre des études européennes étant en soi un objet de recherche mobilisant au surplus d'importantes ressources, le GT 1 a décidé de commencer ses investigations en s'appuyant sur les états des lieux précédemment réalisés, en particulier en histoire contemporaine à la faveur du cinquantième anniversaire des traités de Rome (2007), mais ni le champ spatial, ni le champ temporel n'ont été fixés. Il reste que chacun a considéré que les études européennes n'étaient pas réductibles aux études relatives à l'Union européenne et aux formes institutionnelles prise par la construction de l'unité de l'Europe. L'importance de resituer les études européennes dans une perspective comparative (par exemple, via la comparaison entre institutions de l'Union européenne et organisations internationales) est également rappelée. En outre, les participants s'accordent sur le fait que l'étude de « l'Europe » peut se faire à diverses échelles d'analyse, sans négliger le niveau « micro ». Une proposition consiste à partir de questions et thématiques communes, telles que celles de l'Etat de droit, de la citoyenneté, etc.

Ensuite, l'intérêt du GIS étant précisément de décloisonner des études européennes en silos, chaque participant du GT fera remonter les mots clés caractérisant ses propres recherches, une fois cette recension exhaustive faite, plusieurs thèmes fédérateurs seront isolés afin de permettre au GT d'entamer une réflexion sur des nouveaux agendas de recherche qui soient véritablement disciplinaires. Quelques pistes ont été annoncées (le rôle de la technique dans la construction européenne, sa légitimité, le rôle de l'expertise dans le processus d'unification, la citoyenneté européenne).

## Groupe de Travail 2 « Blog de la recherche et contributions au débat public »

*Animé par Morgane Le Boulay et Antoine Vauchez*

Entre 20 et 30 personnes se sont réunies (au Centre Lourcine ou par visio-conférence) pour discuter de la manière dont l'Euro-Lab peut remplir la mission qu'il s'est fixé de « contribuer au débat public national et européen ». Deux pistes de travail avaient été définies en amont : premièrement, la création d'un blog, ou tout du moins la publication de contributions écrites, audio ou audiovisuelles au débat public sur l'Europe et en particulier l'Union européenne ; deuxièmement, l'organisation de tables-rondes telles que celle organisée en mars 2022 au sujet de la guerre en Ukraine. Les référents de ce groupe de travail ont néanmoins rappelé que les nouvelles idées et propositions étaient les bienvenues.

### 1) Résumé des interventions

La discussion a été introduite par deux interventions. Tout d'abord, Pierre Ramond, doctorant en géographie à l'ENS et cofondateur de la revue interdisciplinaire et multilingue en ligne [Le Grand Continent](#), qui a pour ambition de contribuer au débat politique, nous a fait part de cette expérience. Trois points ont particulièrement retenu l'attention : les stratégies à mettre en place sur les réseaux sociaux pour optimiser la visibilité d'un blog ; l'importance de multiplier les formes et les canaux d'intervention pour chaque thématique traitée (par exemple, combiner la publication d'un article en ligne avec une rencontre avec son auteur, un compte-rendu de cette rencontre et une vidéo) ; et enfin le fait que *Le Grand Continent* serait prêt à collaborer avec l'Euro-Lab pour la diffusion de contenus. Florian Tixier, maître de conférences en sciences de l'information et de la communication à l'Institut de journalisme Bordeaux Aquitaine, nous a ensuite parlé de la rubrique « [L'Europe en réflexion](#) » qu'il a contribué à fonder dans le cadre du Groupe de recherche sur l'Union européenne (GrUE) de l'AFSP. Conçue autour de dossiers thématiques en lien avec l'actualité (2 jusqu'à présent), celle-ci combine des articles de vulgarisation de 8 à 10 pages et de courtes vidéos publiés sur le site Internet de la revue *Politique européenne* ; les articles devraient prochainement aussi être réunis dans un dossier pdf. Le choix du canal de diffusion a encore donné lieu à une discussion – l'inconvénient d'une revue scientifique exigeant une évaluation par les pairs étant qu'il n'est pas possible d'y publier dans un court délai en lien avec l'actualité. La question de la recherche d'auteurs (en l'occurrence, l'ouverture d'un appel à contribution conjugué avec le contact de chercheur.se.s indentifié.e.s en amont), celle de la possibilité de valoriser les contributions sur un CV scientifique et surtout celle du public ciblé ont aussi été abordées. En raison de problèmes techniques, Olivia Tambou, maître de conférences HDR en droit européen à l'Université Paris-Dauphine, fondatrice et éditrice du blogdroiteuropéen (<https://blogdroiteuropeen.com>), n'a malheureusement pas pu nous parler de son expérience comme cela était initialement prévu.

### 2) Les premières orientations

Les discussions ont permis de dessiner de premières orientations :

- Le choix de créer des partenariats avec des canaux de diffusion préexistants (notamment *Le Grand Continent*, *AOC*, *La vie des idées*, les Journées de l'économie, Les rendez-vous de l'histoire de Blois, la radio nantaise Euradio...) plutôt que de créer un nouveau blog *ex-nihilo* semblait faire l'unanimité. L'Euro-Lab pourrait ainsi contribuer à ces publications et événements, mais aussi, à l'inverse, relayer leurs activités sur le site de l'Euro-Lab.
- Le conseil de multiplier les formats (tables-rondes, articles, vidéos, podcast...) et les supports sera suivi. Le séminaire d'actualité de la recherche pourrait par exemple faire l'objet de comptes-rendus.
- Le choix de privilégier des dossiers thématiques en lien avec l'actualité et paraissant à intervalle régulier, tous les semestres ou trimestres, a aussi été retenu.
- Le public ciblé est non seulement les enseignant-e-s-chercheur.r.se.s et les étudiant-e-s, mais aussi les journalistes, en particulier spécialistes des questions européennes – à ce titre, la question des liens

avec eux à renforcer ainsi que celle de notre capacité à anticiper ou faire émerger des sujets de débat et à leur recommander des articles à lire font écho au GT 6.

- La question de la valeur ajoutée de nos contributions (l'interdisciplinarité) est centrale.
- De premières idées de thématiques ont déjà émergé : notamment le rapport entre démocratie et écologie, le pouvoir d'achat, le salaire minimum, l'énergie, la réforme du pacte de stabilité...
- Pour le moment, 7 personnes se sont portées volontaires pour constituer un comité éditorial.

### Groupe de Travail 3 : « Jeunes chercheurs »

*Animé par Lola Avril et Laurent Warlouzet*

La réunion du groupe de travail a réuni 12 chercheuses et chercheurs, politistes, juristes et historiens. (d'autres jeunes chercheur.e.s étant présent.e.s dans les groupes parallèles). La notion de "jeune chercheur" a d'emblée fait l'objet de débats et il a été rappelé que cette catégorie rassemblait des profils très variés (jeunes doctorant.e.s, doctorant.e.s en fin de thèse, postdocs, docteur.e.s sans poste) avec des besoins différents. En plus des informations générales (partie 1), deux types de soutiens du GIS ont été discutés, l'un, déjà existant, pour les manifestations collectives (partie 2), l'autre, à envisager, pour des demandes individuelles (partie 3).

#### **1) Circulation des informations.**

Il est souhaité que le site web du GIS Euro-Lab comprenne un annuaire ainsi que des liens vers des sites regroupant les offres de bourses / postdoc. Il est rappelé que les rubriques "Chantiers de recherche" de la revue *Politique Européenne* et "Doctorats récents" de la *Revue d'histoire de l'intégration européenne* sont particulièrement ouvertes aux jeunes chercheurs.

#### **2) Aides aux manifestations collectives.**

Le GIS EuroLab peut apporter une aide spécifique aux manifestations collectives organisées par les jeunes chercheur.e.s, pour autant qu'une dimension interdisciplinaire existe. Le GIS a déjà soutenu une journée d'étude du GrUE en mars 2022. Il prévoit de le faire pour une « doctorale » organisée par le GrUE à la Maison Jean Monnet au printemps 2023. Il a été rappelé que le GIS peut soutenir toute initiative de jeunes chercheurs si elle a un caractère interdisciplinaire, qu'elle soit organisée par le GrUE ou pas, et qu'elle réunisse des jeunes chercheurs ou pas. L'association RICHIE, initialement créée par des jeunes chercheurs en histoire, a été présentée. Ses ressources (notamment un compte bancaire presque vide mais pouvant servir de support à des demandes de financement) peuvent être mise à la disposition de jeunes chercheurs en ayant besoin. A également été évoquée la possibilité d'organiser d'autres manifestations collectives, telle que des résidences rassemblant plusieurs chercheur.e.s issus de différentes disciplines ayant un projet d'écriture (chapitre de doctorat, projet de post-doc).

#### **3) Aides individuelles**

Plusieurs dispositifs ont été envisagés pour aider les jeunes chercheur.e.s à acquérir une autonomie si l'institution d'origine ne peut prendre en charge ces frais (cas des programmes postdoc ne finançant pas ce qui n'est pas lié au programme) :

-aides au déplacement pour participer à un congrès

-aides à la publication (frais de relecture, traduction, open data)

## Groupe de Travail 4 « Arts et Cultures »

*Animée par Christine Cadot et Marine de Lassalle*

Une quinzaine de chercheuses et chercheurs étaient présents. Les discussions se sont articulés autour des propositions suivantes :

### **1) Faire un état des lieux concernant les travaux universitaires qui associent culture et Europe**

Une bibliographie raisonnée pourra être produite sur document partagé. Les supports et thématiques devront être définies, ainsi que les responsables des thématiques pour commencer à compiler. Les thématiques envisagées sont les suivantes : politiques culturelles « européennes » ; représentations culturelles ; politiques culturelles dans les Etats européens ; circulations culturelles en Europe.

Les objectifs de cet état des lieux :

- Identifier et faire connaître et circuler les travaux
- Identifier les angles morts de la recherche
- Lieux de croisement pour articuler et abonder des programmes de recherches

Il serait possible d'organiser un rendez-vous scientifique récurrent (Journée d'étude) : valorisation des travaux des jeunes chercheurs et chercheuses, valorisation de l'interdisciplinarité, questionnement méthodologique / épistémologique.

### **2) Les manifestations visuelles de l'Europe (programme de recherche, programme pédagogique, évènements)**

Comment l'Europe (l'UE) est représentée dans la littérature, dans les documentaires et au cinéma, dans les musées et dans l'iconographie.

#### **a) Projet de recherche sur l'iconographie contestataire ou des iconographies alternatives de l'Europe**

- Cartographier diverses iconographies de l'Europe (cf [chapitre Oriane Calligaro](#)), travaux Marylou Hamm sur la crise grecque, travaux Christine Cadot)
- Recenser, répertorier, analyser les iconographies contestataires ou alternatives (apparues notamment mais pas uniquement dans divers contextes de crises – crise grecque, crise migratoire), pour analyser – en lien avec la socio des professions, celle des mobilisations ou celle des dominations, ces productions symboliques.

Piste d'études : En plus, il serait intéressant d'aller regarder dans les Suds, d'étudier les apports des études post-coloniales.

#### **b) Projet de recherche (complémentaire ou alternatif) sur les représentations artistiques et créatives dans les enseignements sur l'Europe ?**

- Créer une banque de données
- Organiser des *teaching weeks* en mobilisant des réseaux européens/ les réseaux dans les universités européennes. Initiatives à développer dans le cadre des universités "européennes" ? (ex. [Teaching week](#)) ou des appels d'offre sur les "pédagogies innovantes" ? *Plusieurs réseaux d'universités européennes. Lesquels et pourquoi ?*
- Identifier des partenaires ou des terrains récurrents dans les pratiques pédagogiques, en incluant une réflexion aussi sur le centralisme bruxellois, parisien, etc. et ses effets.

- Éventuellement - si constitution de forces - projet Horizon Europe.
- Identification des appels, des instruments ? et des partenaires européens (y compris partenaires associatifs, privés, fondations, etc.)

**c) Faire dialoguer artistes et universitaires sur les représentations créatives et artistiques de l'Europe**

Organisation d'événement festivals, ex « Filmer l'Europe », « Ecrire l'Europe », et mise en place d'un podcast.

- Identification des artistes et des lieux : Maison des langues (Nanterre), Centre Pompidou (Comue UPL) ou Institut français, Strasbourg, Lille
- Edition « Filmer l'Europe » à Strasbourg

**3) Faire un évènement final en lien avec les étudiants des Masters Culture**

- Faire travailler les étudiant.e.s sur un projet (en lien avec B3 notamment) et contribuer au montage (accompagnement)
- Organisation d'un prix GIS Eurolab pour les projets les plus intéressants (montage financé par le GIS)

**Groupe de Travail 5 « Sources et données sur l'Europe »**

*Animé par Hélène Michel*

Une trentaine de personnes ont participé (à distance et en présence) à ce groupe de travail. Le temps de la discussion malheureusement très réduit pour partie en raison des problèmes techniques. En introduction, Hélène Michel a rappelé les raisons qui avaient conduit à proposer ce groupe de travail :

- d'abord le fait que nos travaux de sciences sociales s'appuient sur des données qui prennent des formes diverses mais qui obligent à s'interroger sur leurs conditions de production pouvant conditionner les usages que l'on en fait.

- ensuite le fait que nous disposons de nombreuses données qui ne sont pas ou peu utilisées. Il y a certes des données issues de la statistique publique. Mais il y a aussi des données mises à disposition dans le cadre des politiques d'ouverture des données et autres mesures de transparence qui touchent aussi des organismes privés. Un des objectifs d'Eurolab pourrait être d'inciter aux usages scientifiques de ces données (par exemple sous forme d'« avis de recherche »), d'aider les chercheurs à obtenir des accès et d'échanger sur les possibilités existantes ou à venir entre nous.

- enfin, le fait que les données, ouvertes ou non, sont exploitées par de nombreux acteurs non académiques : journalistes, ONG, politiques (voir GT6). Cette situation place parfois les académiques en concurrence avec eux. A tout le moins, se pose la question de savoir ce que les travaux de sciences sociales ont à dire par rapport à ces traitements qui répondent à des objectifs davantage politiques que scientifiques.

Ces observations valent pour toutes données. Mais concernant des recherches sur l'Europe, elles posent en plus la question des conditions de recherches transnationales, surtout lorsqu'elles s'appuient sur des données nationalement constituées par des législations, des institutions, des intérêts et des acteurs nationaux. Le cas des statistiques en est exemplaire.

Pour introduire à la discussion, sont intervenus :

- Roxane Silberman, sociologue, directrice de recherche au CNRS, membre du Comité consultatif européen de la statistique ESAC qui est l'une des instances importantes du système statistique européen et d'Eurostat. Elle a dressé un état des lieux des sources statistiques disponibles et des modalités d'accès.

-Etienne Pénissat, chercheur au CNRS, UMR CERAPS et co-auteur en 2017 de *Les classes sociales en Europe* (traduit en anglais en 2020 *Social Classes in Europe*). Il a présenté son expérience de traitement de données Eurostat et les enjeux que cela pose en termes de comparaison internationale et d'enquête transnationale.

-Morgane Leboulay, ingénieur de recherche au CNRS, UMR SAGE, qui a travaillé sur « La fabrique de l'histoire de l'Europe » et qui a présenté une expérience pluridisciplinaire d'enseignement sur les données dans le cadre de l'Institut Thématique Interdisciplinaire MAKerS à Strasbourg.

Elle a aussi lancé plusieurs pistes de réflexion sur ce que Eurolab pourrait faire concernant les données sur l'Europe, en fonction de la perspective choisie.

- Les données en soi. Ce qui pose la question de savoir quelles sont les données existantes et comment y avoir accès. Eurolab pourrait concevoir un guide.
- Les données comme objet. Ce qui invite à s'interroger sur leurs modes de production, de diffusion et d'institutionnalisation. Eurolab pourrait inciter à des travaux sur la genèse de ces données à travers l'étude de leurs acteurs, des institutions et autres enjeux, comme elle a pu le faire sur les archives.
- Les données par les usages de la recherche. Eurolab peut aider à faire circuler des expériences entre disciplines, entre chercheurs, pour sortir de routines.
- Les données dans les enseignements à la recherche.

## Groupe de travail 6 « Usages de la recherche et contributions médiatiques »

Animé par Cécile Robert et Romain Tinière avec pour invités Géraldine Renaudière (OCDE), Ludovic Lamant (Médiapart), Lora Verheecke (Observatoire des Multinationales).

Après un court exposé de chacun des intervenants sur les usages qu'ils font dans leur exercice professionnel des productions académiques sur l'UE, l'intérêt qu'ils y trouvent et les éventuels obstacles qu'ils voient à leur mobilisation, une discussion s'est engagée avec la salle, qui a permis de dégager plusieurs constats

### **1) Des usages professionnels avérés ... mais sous contraintes**

- un intérêt partagé pour les savoirs académiques : les intervenant.e.s ont notamment évoqué la façon dont leurs lectures leur ont permis de mettre à bonne distance la communication institutionnelle et politique (dans un contexte bruxellois où les moyens d'information considérables des institutions sont perçus comme une difficulté supplémentaire pour les journalistes), remettre en contexte leurs observations, disposer de clefs de compréhension des phénomènes étudiés, objectiver et formaliser des analyses. Les invités souhaitent souligner sur ce point les apports de travaux académiques échappant aux contraintes qui sont les leurs (une analyse moins centrée sur l'évènement, et ne visant pas principalement à soutenir des revendications). Il a également été question de coopération active avec des chercheur.se.s en matière de communication publique, l'idée étant de faciliter l'accès de ces derniers aux médias afin de favoriser une plus large diffusion des expertises et constats partagés.

- plusieurs limites ont cependant été évoquées concernant le recours à ces travaux académiques : coût, méconnaissance, désintérêt/réticence d'une partie des rédactions pour les sujets UE, etc.

### **2) Quelques pistes pour favoriser la circulation/diffusion et les usages professionnels des travaux académiques sur l'UE**

Les pistes relatives à l'accessibilité de nos travaux et à leur meilleure valorisation par des formats courts, sur les réseaux sociaux, des sites d'information en ligne rejoignent celles évoquées dans le GT2.

Des pistes de meilleure coopération rejoignent celles qui ont été discutées dans le conseil scientifique :

- sur le rapprochement avec les thinks tanks, évoqué notamment par Eric Monnet pour le conseil scientifique.
- sur la possible organisation de co-formations avec les journalistes et chargé.e.s de plaidoyer permettant l'échange de savoir et savoir-faire : parmi les projets possibles, la piste d'une école d'été sur les données ouvertes sur l'UE et les modalités de leur exploitation, détaillée en conseil scientifique pourrait être explorée pour les années à venir.
- sur un rapprochement avec les institutions : outre G. Renaudière, des contacts avaient été pris avec le service de recherche du Parlement européen et un nouvel échange au sujet de futurs projets pourrait être programmé si accord du conseil scientifique à la rentrée universitaire 2022.
- idée de la création d'un répertoire ou annuaire avec les spécialités de chacun et pointant vers les sites type HAL ou SSRN permettant un accès libre aux publications/preprint. Cette page pourrait être intégrée au site du GIS.

## Résumé des tables-rondes

### Table-ronde n°1. L'enseignement de l'Union Européenne à l'université et dans les études secondaires

*Animée par Daniel Mouchard, Nathalie Rubio et Sylvain Schirmann avec quatre intervenants*

La table ronde avait été préparée en amont par les coordonnateurs afin d'identifier :

1) **Les questionnements** qui ont servi de grille d'analyse et de discussion :

1. Dans votre discipline et à votre niveau (secondaire/supérieur), peut-on distinguer, dans le temps, de grandes étapes de l'enseignement de l'UE ? Peuvent-elles être mises en relation avec la trajectoire de l'intégration européenne ?
2. Pouvez-vous identifier des problématiques qui seraient propres à votre discipline ? Pouvez-vous identifier des problématiques qui font l'objet d'un conflit ou d'un consensus avec les autres disciplines ?
3. D'un point de vue méthodologique, quels sont les principaux aspects de l'enseignement de l'UE dans votre discipline et à votre niveau ? Par exemple, comment les questions européennes s'enseignent dans les facultés d'histoire "classiques" (par rapport aux autres champs des sciences historiques) par rapport aux instituts/écoles transdisciplinaires et pour certain/es marqué/es par un fort ancrage pour les études européennes ?
4. D'un point de vue institutionnel (maquettes, place dans l'offre de formation...), quels sont les principaux aspects de l'enseignement de l'UE dans votre discipline et à votre niveau ?
5. Avez-vous recensé des difficultés particulières relatives à l'enseignement de l'UE dans votre discipline et à votre niveau ?
6. Quelles sont les principales perspectives que vous envisagez ?

2) **Les intervenants principaux :**

Histoire : Laurent Warlouzet (Sorbonne Université)

Science Politique : Michel Mangenot (Paris 8)

Économie : Caroline Vincensini (ENS)

Droit : Frédérique Berrod (Strasbourg)

L'enseignement dans les études secondaires n'a pas pu être abordé directement compte tenu de l'absence de l'intervenant pressenti, mais un certain nombre d'informations figurent dans le rapport de T. Chopin : Enseigner l'Europe en France - Ancrer la dimension européenne dans l'enseignement secondaire français, Notre Europe, Octobre 2020 : [https://institutdelors.eu/wp-content/uploads/2020/10/R120\\_201008\\_LEuropedanslesprogrammescolaires\\_Chopin.pdf](https://institutdelors.eu/wp-content/uploads/2020/10/R120_201008_LEuropedanslesprogrammescolaires_Chopin.pdf)

Voir également : [site du Laboratoire d'innovation pédagogique sur l'Europe](#)

**L'objectif principal** était de poser les bases d'une réflexion plus générale par un échange d'expériences individuelles et disciplinaires. La discussion a fait émerger à la fois des éléments qui distinguent et qui rassemblent les pratiques disciplinaires. Globalement, **concernant les points de convergence** : l'enseignement relatif à l'UE (et sa réception) a suivi les grandes étapes de la construction européenne : sa normalisation (voire sa banalisation : idée que l'enseignement de l'UE peut être abordé par tous les enseignants dans toutes les branches de la discipline) dans les programmes a succédé à sa marginalisation (souvent liée à l'enracinement de l'UE et à l'affirmation de son autonomie). A également été relevée une nette politisation, que ce soit positivement (besoin de comprendre le processus dans des phases de construction, d'évolution par exemple Union économique et monétaire en économie) ou plus négativement (contestation ou déception face à

l'action européenne). La question du renouvellement des outils pédagogiques est également un aspect récurrent et commun. Enfin, les intervenants ont relevé le déficit du nombre des étudiants poursuivant en doctorat spécialisé sur les questions européennes.

**Concernant les points de différence**, on notera que les questions méthodologiques et thématiques ne se posent pas avec autant d'acuité selon les disciplines : ces questions sont très présentes dans l'enseignement en histoire ou en science politique, très peu en droit. En outre, l'enracinement des études européennes en Science politique est très marqué avec la co-existence d'une diversité d'« écoles ». En droit, la spécificité du raisonnement et la technicité de la matière requièrent une réflexion (à l'aune des autres disciplines notamment) sur le contenu des maquettes : ne conviendrait-il pas par exemple de privilégier l'enseignement sur les questions matérielles avant de s'intéresser aux questions purement institutionnelles et normatives ?

**Pistes de réflexion à développer :**

- Quel sera l'impact des nouvelles universités européennes sur l'enseignement de l'UE ?
- Quid de projets d'enseignement pluridisciplinaire ? Il s'agirait de réfléchir à de nouveaux formats, méthodes et supports de projets pédagogiques.
- Continuer la réflexion sur l'enseignement en parallèle avec le Groupe de travail du GIS sur le Livre Blanc sur les Études européennes notamment pour établir une cartographie de l'enseignement de l'UE (structures des diplômes) dans les différentes disciplines.

*V. F. Larat, M. Mangenot et S. Schirmann, Les études européennes : genèses et institutionnalisation, L'Harmattan, 2018.*

## Table-ronde n°2. La recherche française sur l'Union Européenne vue d'ailleurs

*Animée par Didier Blanc, Ségolène Barbou Des Places, Didier Georgakakis, Niloo Kauppi*

Table-ronde initialement organisée par Virginie Guiraudon et Cécile Leconte

Les Rencontres se sont achevées sur un débat sur les spécificités de la recherche européeniste produite dans les universités et laboratoires français et l'identification d'une éventuelle French touch. L'idée n'était pas ici d'engager un exercice en auto-satisfaction, ni même de revendiquer une irréductible singularité particulièrement contre-productive au moment où se développent les opportunités de collaborations scientifiques dans le cadre du programme Horizon Europe. Il s'agissait plutôt d'interroger les spécificités historiques, institutionnelles et disciplinaires du champ français des études européennes et de questionner un éventuel nationalisme méthodologique – sans doute inégalement prégnant selon les thématiques et selon les disciplines. La discussion aura également porté sur la position de la recherche française au niveau mondial et européen et sur les conditions d'une insertion réussie dans un espace scientifique de plus en plus concurrentiel et contraignant.